

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
Pays à demi-tarif	60 fr.	35 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

- Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
- Par porteur ou par la poste.
- Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
- Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A.O.F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 12 janvier 1936**, portant réduction des maxima des *indemnités de fonction* du personnel de l'inspection générale des travaux publics des colonies. (*Arrêté de promulgation du 22 février 1936*). 148
- Décret du 15 janvier 1936**, complétant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 sur la *solde* et les *allocations accessoires* des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux. (*Arrêté de promulgation du 21 février 1936*). 148
- Décret du 22 janvier 1936**, modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation dans les *trésoreries coloniales*. (*Arrêté de promulgation du 4 mars 1936*). 149
- Décret du 22 janvier 1936**, modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la *justice indigène au Togo*. (*Arrêté de promulgation du 4 mars 1936*). 150
- Décret du 22 janvier 1936**, rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de l'Indochine et de Madagascar, divers décrets modifiant le *code d'instruction criminelle* et réglementant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle. (*Arrêté de promulgation du 21 février 1936*). 151
- Décret du 22 janvier 1936**, relatif à l'organisation, au contrôle et aux tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux

- bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions (*Arrêté de promulgation du 21 février 1936*). 152
- Candidats** autorisés à prendre part au concours pour le stage à l'école nationale de la France d'outre-mer (suivant cablogramme ministériel N° 42 du mars 1936). 155

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 20 février 1936**, fixant le montant des *primes de gestion* attribuées au personnel métropolitain des douanes détaché au Togo durant l'année 1935. 155
- Arrêté du 21 février 1936**, nommant une *commission d'enquête*. 155
- Arrêté du 24 février 1936**, nommant M. VIALE *avocat-défenseur* du ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française. 156
- Arrêté du 25 février 1936**, accordant le bénéfice de la *libération conditionnelle* au nommé DEGANUS Arnold. 156
- Arrêté du 4 mars 1936**, mettant sous le régime de *passport sanitaire* les voyageurs en provenance de la Gold-Coast. 156
- Arrêté du 5 mars 1936**, nommant une *commission d'enquête*. 156
- Décision du 20 février 1936**, chargeant M. l'administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République p. i. 157
- Décision du 28 février 1936**, nommant une *commission d'étude* des coutumes du Territoire. 157
- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 157
- Allocations** 160
- Commissions** 161

Concours pour l'emploi de sous-chef de bureau des secrétariats généraux.	162
Mise à la retraite	162
Secours	162
Subventions	162
Utilisations de véhicules personnels	162
Domaines	162
Sociétés et assureurs ayant un représentant au Togo	163
Avis aux navigateurs	163

PARTIE NON OFFICIELLE

Compagnie fruitière d'Agou	163
Annonces	165

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indemnités de fonctions

ARRETE N° 88 promulguant au Togo le décret du 12 janvier 1936 portant réduction des maxima des indemnités de fonctions du personnel de l'inspection générale des travaux publics des colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 12 janvier 1936 portant réduction des maxima des indemnités de fonctions du personnel de l'inspection générale des travaux publics des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 janvier 1936 susvisé.

Porto-Novo, le 22 février 1936.
DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 27 septembre 1930 fixant le statut du personnel de l'inspection générale des travaux publics des colonies, notamment l'article 4 de ce décret;

Vu le décret du 30 juillet 1920, modifié par les décrets des 22 mars 1928 et 30 juin 1930 fixant les taux des indemnités de fonctions allouées aux fonctionnaires en services à l'inspection générale des travaux publics des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 30 juillet 1920, modifié par les décrets des 22 mars 1928 et 30 juin 1930 est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Les taux annuels des indemnités de fonctions allouées aux fonctionnaires appartenant aux cadres métropolitains des ponts et chaussées et des mines, au cadre général des travaux publics des colonies, au cadre des travaux publics de l'Indochine et à ceux rétribués sur l'échelle propre de l'inspection générale des travaux publics des colonies, en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies sont fixés à compter du 1^{er} janvier 1934 dans la limite des maxima ci-après :

« Ingénieur, ingénieur en chef adjoint à l'inspecteur général, inspecteur général, chef de service, 12.000 francs.

« Ingénieur-adjoint ou conducteur, 4.000 francs.

« Adjoint technique ou commis, 2.400 francs.

« Toutefois, et à titre personnel pour les agents de ces deux dernières catégories en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies à la date du 30 juin 1930, ces maxima sont fixés ainsi qu'il suit, à compter de la même date :

« Ingénieur-adjoint, 6.000 francs.

« Adjoint technique, 3.600 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le ministre des finances,
MARCEL RÉONIER.

Solde et allocations accessoires

ARRETE N° 89 promulguant au Togo le décret du 15 janvier 1936 complétant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 janvier 1936 complétant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu la circulaire ministérielle 166/11 du 18 janvier 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 15 janvier 1936 susvisé.

Porto-Novo, le 21 février 1936.
DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 modifiant les indemnités pour charges de famille du personnel colonial et les textes subséquents;

Vu l'article 50 de la loi du 30 mars 1929;

Vu les articles 203 et suivants, 303 du code civil;

Vu la loi du 7 février 1924 réprimant le délit d'abandon de famille, modifiée par celle du 3 avril 1928;

Vu les décrets des 25 mars 1924 et 18 décembre 1928;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, modifiés par le décret du 4 août 1914 sont complétés ainsi qu'il suit.

« Sans préjudice des actions judiciaires devant les tribunaux relatives à la fixation d'une pension alimentaire ou à la répression du délit d'abandon de famille, tout fonctionnaire au moment de partir outre mer, qui laisse en France ses enfants, est appelé à souscrire avant son embarquement une déclaration stipulant qu'il a pris toutes dispositions en vue de pourvoir à leur vie matérielle, et, s'il y a lieu, à celle de sa femme.

« Cette déclaration est souscrite en double exemplaire au service colonial du port d'embarquement, lequel conserve un exemplaire et envoie le second au chef de la colonie.

« Le refus de souscrire cette déclaration ou l'inexécution de l'engagement souscrit expose le fonctionnaire à des poursuites disciplinaires à la colonie : en cas de réclamation reconnue fondée, l'intéressé est immédiatement mis en demeure par le chef de la colonie de souscrire une délégation en faveur de ses enfants. Si cette mise en demeure reste sans effet, le gouverneur peut décider que l'indemnité pour charges de famille qui est allouée non pas au titre des services de l'intéressé, mais comme allocation d'intérêt familial et social, est versée directement à la personne qui a la charge des enfants. En outre, il peut déférer le fonctionnaire devant la commission de discipline prévue par son statut ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Trésoreries coloniales

ARRETE N° 101 promulguant au Togo le décret du 22 janvier 1936 modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation dans les trésoreries coloniales.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 janvier 1936 modifiant le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 janvier 1936 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

Porto-Novo, le 4 mars 1936.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, ensemble les décrets postérieurs qui ont complété ou modifié ledit décret;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 30 à 33 du décret du 6 août 1921, modifié par le décret du 20 octobre 1927, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Les agents du personnel des trésoreries coloniales sont assujettis au régime des pensions de la caisse intercoloniale de retraites créé par la loi du 14 avril 1924 et dont les conditions d'organisation et de fonctionnement ont été déterminées par le décret du 1^{er} novembre 1928.

« Toutefois, ceux de ces agents qui ont usé du droit d'option accordé par l'article 104 dudit décret sont maintenus sous le régime des dispositions auxquelles ils sont actuellement soumis ».

ART. 2. — L'article 34 du décret du 6 août 1921, modifié par les décrets des 5 novembre 1924 et 13 octobre 1929, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les agents du personnel des trésoreries coloniales ne peuvent être conservés dans les cadres après l'âge de 55 ans ou après l'âge de 60 ans, selon qu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge de 55 ans ils satisfont ou non aux conditions requises pour obtenir une pension d'ancienneté par application des dispositions du deuxième paragraphe de l'article 6 du décret du 1^{er} novembre 1928.

« Toutefois, ne pourront être mis à la retraite avant 58 ans ou 63 ans, selon qu'ils se trouvent dans le premier ou le second cas visés au paragraphe précédent, les agents qui désieront conserver leurs fonctions, à condition qu'au moment où ils atteindront leur cinquante-cinquième ou leur soixantième année ils soient pères d'au moins trois enfants vivants et soient en état de continuer à exercer leurs fonctions.

« Le conseil d'enquête prévu par le décret du 12 juillet 1928 sera appelé à donner son avis sur l'état d'incapacité du fonctionnaire de continuer l'exercice de ses fonctions, dans le cas où l'administration invoquerait cette incapacité pour lui refuser le bénéfice des dispositions de l'alinéa précédent.

« Sur la demande des trésoriers, et après l'autorisation du ministre des finances donnée sur proposition des gouverneurs généraux ou des gouverneurs et avis favorables du ministre des colonies, les payeurs et commis principaux exerçant les fonctions de fondé de pouvoirs ainsi que les agents de toutes catégories exerçant celles de préposé du trésor peuvent exceptionnellement être maintenus en service au-delà de l'âge de 55 ans ou de l'âge de 60 ans pendant une durée qui ne pourra dépasser trois ans ».

ART. 3. — A titre transitoire, les agents dont les droits à pension s'ouvrent normalement à 55 ans, qui remplissent les conditions requises pour bénéficier de la prorogation d'activité prévue en faveur des pères d'au moins trois enfants et qui ont atteint ou dépassé l'âge de 55 ans à la date du présent décret, continueront à bénéficier du régime antérieur leur permettant de rester en fonctions jusqu'à l'âge de 60 ans.

ART. 4. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Justice indigène

ARRETE N° 100 promulguant au Togo le décret du 22 janvier 1936 modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 22 janvier 1936 modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 janvier 1936 modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo.

Porto-Novo, le 4 mars 1936

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 22 janvier 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 21 avril 1933, qui a réorganisé la justice indigène au Togo, a reproduit les dispositions du décret du 3 décembre 1931 régissant la matière en Afrique occidentale française.

Ce dernier texte ayant été amendé sur plusieurs points par les décrets des 8 septembre 1934 et 5 juin 1935, il nous est apparu nécessaire pour maintenir le parallélisme qui existe entre les deux législations, de modifier corrélativement le décret du 21 avril 1933.

Il a semblé utile, d'autre part, afin de permettre un fonctionnement plus aisé du tribunal colonial d'appel, de prévoir qu'en cas d'impossibilité de constituer cette juridiction dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 35 du décret précité, le Commissaire de la République pourra décider que le tribunal sera valablement composé par le président, un administrateur des colonies et un notable indigène.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 8 juin 1919;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 17, 20, 47, 50, 55, 68 et 73 du décret du 21 avril 1933 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 17. — En matière civile et commerciale, l'action se prescrit par trente ans lorsqu'elle est basée sur

un acte authentique, par dix ans dans les autres cas. L'exécution d'une décision judiciaire définitive peut être poursuivie pendant trente ans.

L'action publique se prescrit, sauf interruption, par dix ans pour les crimes, trois ans pour les délits, un an pour les contraventions.

La peine se prescrit par vingt ans pour les crimes, dix ans pour les délits, deux ans pour les contraventions.

Art. 20. — Les tribunaux du premier degré siègent au chef-lieu de chaque subdivision, ou à défaut de subdivision, au chef-lieu du cercle et, en outre, dans chaque commune mixte ou de plein exercice.

Ils sont composés d'un président et de deux assesseurs.

Le président est :

a) Dans les subdivisions, le chef de subdivision et, à défaut de subdivision, l'adjoint au commandant de cercle ou un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République;

b) Dans les communes mixtes, l'administrateur-maire ou un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République;

c) Dans les communes de plein exercice, un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République.

Les présidences des tribunaux du premier degré de plusieurs subdivisions, communes mixtes ou communes de plein exercice, pourront, en outre, en matière civile et commerciale, être cumulativement confiées par le chef du territoire à des fonctionnaires, administrateurs adjoints des colonies ou adjoints principaux des services civils, licenciés en droit et spécialisés dans l'étude des coutumes indigènes. Ces fonctionnaires seront assistés d'interprètes affectés à ce service et agréés par le tribunal.

A titre exceptionnel et dans les régions déterminées par un arrêté du Commissaire de la République pris au mois de décembre de chaque année pour l'année suivante et, pour la première année, dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, la présidence du tribunal de premier degré, siégeant en matière civile et commerciale, pourra être confiée à un notable indigène désigné par le Commissaire de la République.

Art. 47. — Le tribunal criminel applique les peines suivantes :

- 1^o — L'interdiction de séjour jusqu'à vingt ans;
- 2^o — L'emprisonnement à temps jusqu'à vingt ans;
- 3^o — L'emprisonnement perpétuel;
- 4^o — La mort.

Il peut, en outre, prononcer une amende qui n'excèdera pas 4.000 frs., sauf dans le cas de condamnation capitale.

L'interdiction de séjour peut se cumuler avec l'emprisonnement à temps.

Toute condamnation pour un des faits énumérés sous l'article 46 emportera destitution et exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics.

Art. 50. — Lorsque le tribunal criminel admettra les circonstances atténuantes, il pourra, même en cas de récidive, réduire les peines édictées par le présent décret, sans cependant pouvoir descendre au-dessous de deux ans de prison quand la peine de mort était encourue, et de un an d'emprisonnement ou d'interdiction de séjour dans les autres cas.

Art. 55. — Le tribunal colonial d'appel siège à Lomé. Il est composé :

1^o — Du président du tribunal de première instance;

2^o — De deux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies;

3^o — De deux notables indigènes.

Ces administrateurs et notables sont nommés par le Commissaire de la République qui, en outre, nomme deux administrateurs des colonies et deux autres notables indigènes comme membres suppléants.

Au cas d'impossibilité de constituer la juridiction dans les conditions prévues par le paragraphe précédent, le Commissaire de la République peut décider que, pour une période déterminée, le tribunal sera valablement composé par le président, un administrateur des colonies et un notable indigène.

Les fonctionnaires du ministère public sont remplies par le procureur de la République près le tribunal de première instance ou le magistrat appelé à le remplacer.

Les fonctionnaires de greffier sont remplies par le greffier du tribunal de première instance ou par un commis greffier.

Art. 68. — La chambre d'annulation connaît, sur pourvoi en annulation :

1^o — Des jugements des tribunaux du premier et du deuxième degré non susceptibles d'appel;

2^o — Des jugements des tribunaux du premier et du deuxième degré soumis à l'appel lorsque le délai pour en appeler est expiré;

3^o — Des arrêts sur le fond, du tribunal colonial d'appel.

Art. 73. — La chambre d'annulation connaît, sur pourvoi, des jugements des tribunaux du premier degré non frappés d'appel dans les délais ci-dessus fixés, des jugements des tribunaux criminels et des arrêts des tribunaux coloniaux d'appel, y compris ceux qui sont rendus par cette juridiction siégeant comme chambres d'accusation.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Instruction criminelle

ARRETE N° 91 promulguant au Togo le décret du 22 janvier 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de l'Indochine et de Madagascar, divers décrets modifiant le code d'instruction criminelle et réglementant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 janvier 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de l'Indochine et de Madagascar, divers décrets modifiant le code d'instruction criminelle et réglementant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 janvier 1936 susvisé.

Porto-Novo, le 21 février 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 22 janvier 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Quatre décrets-lois, en date du 8 août 1935, ont respectivement renforcé la protection de l'épargne, sanctionné sévèrement la délivrance par les médecins de faux certificats de maladie, simplifié la procédure répressive et réorganisé l'expertise en matière criminelle et correctionnelle.

Ces textes dont l'utilité ne saurait faire de doute dans nos possessions d'outre-mer s'appliquent exclusivement à la métropole.

Il nous est apparu nécessaire de combler cette lacune et d'étendre leurs dispositions aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, à l'exception toutefois de la Martinique de la Guadeloupe, de la Réunion, de Madagascar et de l'Indochine.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 modifiant et complétant les dispositions des articles 405 et 408 du code pénal;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 modifiant l'article 160 du même code;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 modifiant et complétant les articles 149, 186, 188, 200, 373 et 416 du code d'instruction criminelle;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 concernant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, autres que la Martinique la Guadeloupe, la Réunion, Madagascar et l'Indochine :

1^o — Le décret-loi du 8 août 1935 modifiant et complétant les dispositions des articles 405 et 408 du code pénal;

2^o — Le décret-loi du 8 août 1935 modifiant l'article 160 du code pénal;

3^o — Le décret-loi du 8 août 1935 modifiant et complétant les articles 149, 186, 188, 200, 373 et 416 du code d'instruction criminelle;

4^o — Le décret-loi du 8 août 1935 concernant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'au journal officiel des colonies et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON BÉRARD.

Soins médicaux

ARRETE N^o 90 promulguant au Togo le décret du 22 janvier 1936 relatif à l'organisation, au contrôle et aux tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 janvier 1936 relatif à l'organisation au contrôle et aux tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 janvier 1936 susvisé.

Porto-Novo, le 21 février 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 21 février 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 15 juin 1926 a réglementé, pour les colonies, l'organisation, le contrôle et les tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions.

Ce décret s'inspire du décret du 25 octobre 1922 qui a fixé, pour la métropole, la même réglementation; il ne constitue que l'adaptation aux colonies des dispositions adoptées pour la métropole.

Il s'ensuit que les dispositions du décret du 15 juin 1926 doivent être mises en concordance avec celles du décret du 25 octobre 1922 chaque fois que des modifications sont apportées à ce dernier. Dans ce but, le décret du 15 juin 1926 a déjà été modifié à deux reprises par les décrets (colonies) des 20 mai 1927 et 14 février 1928.

Mais, depuis cette dernière date, plusieurs modifications ont été de nouveau apportées au décret du 25 octobre 1922. Il convient de les incorporer au décret du 15 juin 1926 en les adaptant à l'organisation administrative et aux conditions particulières de notre domaine d'outre-mer.

Par ailleurs, le décret du 15 juin 1926 a fixé, pour l'Indochine et les établissements français de l'Inde, des tarifs en monnaie locale avec un taux de conversion forfaitaire qui se trouvait imposé par les circonstances du moment. Or, depuis cette époque la piastre indochinoise a été stabilisée; le taux de la roupie ne varie plus d'un jour à l'autre que dans de faibles proportions et un décret du 18 novembre 1934 (colonies) a établi que les traitements des fonctionnaires en service dans les établissements français de l'Inde seront désormais payés en monnaie locale au taux du jour de l'ordonnancement. Il n'y a plus, par conséquent, de raison de maintenir, pour les monnaies locales de l'Indochine et de l'Inde, en ce qui concerne les paiements à effectuer au titre de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, des taux conventionnels, et il importe de rajuster à cet égard les tarifs du décret du 15 juin 1926 à la valeur actuelle de la monnaie dans les deux colonies intéressées, ce qui entraînera, pour le budget de l'Etat, une économie appréciable.

Le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, a en conséquence pour but de réadapter à la situation actuelle les dispositions du décret du 15 juin 1926. Si vous en approuvez les termes, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des pensions,
Henri MAUPOIL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies, du ministre des pensions et du ministre des finances;

Vu l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, modifié par la loi du 21 juillet 1922 et l'article 36 de la loi de finances du 1^{er} août 1924;

Vu l'article 22 de la loi du 30 mars 1923;

Vu l'article 102 de la loi de finances du 19 décembre 1926;

Vu le décret du 26 septembre 1919, titre II;

Vu le décret du 2 octobre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, modifié par le décret du 26 septembre 1929;

Vu le décret du 25 octobre 1922, modifié par les décrets du 13 mars 1923, du 7 mai 1924, du 8 juillet 1924, du 14 octobre 1926, du 5 mars 1927, du 22 avril 1927 du 27 septembre 1928, du 26 janvier 1929, du 16 avril 1930, du 13 novembre 1931, du 7 juin 1934 et du 28 juin 1934;

Vu le décret du 30 mai 1924 fixant les justifications à produire à l'appui des mandats émis par application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919;

Vu le décret du 31 mai 1930 fixant le régime monétaire de l'Indochine;

Vu le décret du 18 novembre 1934 établissant le mode de paiement en monnaie locale des traitements des fonctionnaires dans les établissements français de l'Inde;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1935 du ministre de la santé publique et de l'éducation physique établissant un tarif national des fournitures pharmaceutiques pour l'assistance médicale gratuite;

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} août 1935 réglementant le prix des fournitures pharmaceutiques au compte de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919;

Vu le décret du 15 juin 1926 portant organisation aux colonies du contrôle et des tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, modifiée par les décrets des 20 mai 1927 et 14 février 1928;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles ci-après énumérés du décret susvisé du 15 juin 1926 portant réglementation, pour les colonies, de l'organisation, du contrôle et des tarifs des soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dus aux bénéficiaires de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, sont modifiés conformément aux dispositions suivantes :

Art. 1er. — L'article 1er est complété comme suit :

« Le maire, ou l'autorité administrative en tenant lieu, procède à l'inscription sur la liste spéciale des bénéficiaires de l'article 64, et transmet la demande au chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, qui tient une liste récapitulative générale pour l'ensemble du territoire qu'il administre, et qui attribue un numéro d'ordre à chacun des inscrits ; ce numéro d'ordre est communiqué au maire, ou à l'autorité en tenant lieu, et reproduit sur la liste locale tenue par ces autorités ainsi que sur la couverture du carnet prévu par l'article 14 ci-dessous ».

Art. 7. — Le paragraphe 2 de l'article 7 est remplacé par le paragraphe suivant :

« En cas de refus d'inscription par le maire, ou par l'autorité administrative en tenant lieu, ou en cas de refus d'approbation par le chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, d'une inscription proposée par le maire ou par l'autorité administrative en tenant lieu, l'intéressé peut se pourvoir devant la commission de surveillance et de contrôle des soins gratuits, qui statue ».

Le paragraphe 3 de l'article 7 est supprimé.

Art. 9. — Le paragraphe 1er de l'article 9 est remplacé par le suivant :

« Le chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat peut, au cas où une inscription lui semble irrégulière ou injustifiée, saisir la commission de surveillance et de contrôle des soins gratuits d'une demande en radiation ».

Art. 15. — L'article 15 est complété comme suit :

« Lorsqu'un bénéficiaire demande le renouvellement d'un carnet épuisé, il en conserve les souches et remet la couverture au maire, ou à l'autorité administrative en tenant lieu, qui la transmet au chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat ».

Art. 17. — Le paragraphe 1er de l'article 17 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Quand un médecin voit un malade pour la première fois, il envoie immédiatement à la commission de contrôle une lettre écrite sur son papier à en-tête reproduisant les indications du bulletin de visite, en indiquant très lisiblement le nom et l'adresse du mutilé ».

Art. 21. — Le paragraphe 1er de l'article 21 est remplacé par le suivant :

« Si l'hospitalisation est jugée nécessaire, le médecin traitant doit le certifier par une lettre, écrite sur son papier à en-tête, reproduisant les indications du bulletin de visite et adressée six jours d'avance à la commission de contrôle pour autorisation (sauf les cas prévus à l'article suivant) ».

Au troisième paragraphe de l'article 21, les mots : « Il convient de joindre au bulletin de visite » sont remplacés par les mots : « Il convient de joindre à la lettre reproduisant les indications du bulletin de visite ».

Au quatrième paragraphe du même article, les mots : « le bulletin de visite » sont remplacés par les mots : « la lettre reproduisant les indications du bulletin de visite ».

Art. 22. — Le paragraphe 1er de l'article 22 est remplacé par le paragraphe suivant :

« En cas d'urgence motivée, ou si les délais nécessaires à la transmission des pièces ne permettent pas l'application des dispositions prévues au paragraphe 1er de l'article précédent, il est procédé à l'hospitalisation. L'établissement public ou privé qui reçoit le malade avise immédiatement la commission de contrôle de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, et, si le bénéficiaire est inscrit dans une autre colonie, un autre pays de protectorat ou territoire à mandat, la commission de contrôle du lieu d'inscription. Le médecin traitant adresse immédiatement, sur son papier à en-tête, une lettre à la commission de contrôle reproduisant les indications du bulletin de visite, en indiquant très lisiblement le nom et l'adresse du mutilé et en faisant connaître les motifs de l'hospitalisation d'urgence ».

Le deuxième paragraphe de l'article 22 est supprimé.

Art. 23. — Au troisième paragraphe de l'article 23, les mots : « au malade » sont remplacés par les mots : « à l'intéressé ».

Art. 24 bis. — Le deuxième paragraphe de l'article 24 bis est modifié comme suit :

Les mots : « Toutefois cette commission de contrôle, dès réception du bulletin de visite que les articles 17 et 21 ci-dessus prescrivent au médecin traitant d'adresser... », sont remplacés par les mots : « Toutefois cette commission de contrôle, dès réception de la lettre que les articles 17 et 21 ci-dessus prescrivent au médecin traitant d'adresser... ».

Art. 31. — L'article 31 est complété comme suit :

5° — Elle prononce les imputations et les exclusions prévues par l'article 102 de la loi de finances du 19 décembre 1926 ;

6° — Elle statue sur les cas dont elle est saisie en application des articles 7 et 9 du présent décret ».

Art. 34. — L'article 34 est complété de la façon suivante :

« Cette notification est faite.

« Au chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, par remise contre reçu du procès-verbal de la séance de la commission de contrôle et de surveillance ;

« Au ministre des pensions, par envoi sous pli recommandé avec accusé de réception, du procès-verbal de la séance de la commission de contrôle et de surveillance ;

« Aux autres parties par envoi, sous pli recommandé avec accusé de réception, d'un extrait du procès-verbal les concernant.

« Le délai de quatre mois ci-dessus prévu partira, pour l'appel par le chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, de la date du reçu délivré par celui-ci, pour l'appel par le ministre des pensions et par les autres parties, de la date de l'accusé de réception ».

Art. 41. — L'article 41 est modifié comme suit :

« Il est alloué aux membres de la commission et des sous-commissions, à l'exclusion des membres militaires et des membres fonctionnaires de l'administration, une somme fixe de 9 frs. par heure de présence effective aux séances de la commission et des sous-commissions. En Indochine cette allocation est payée en monnaie locale au taux légal de la piastre. Dans les établissements français de l'Inde, elle est payée en monnaie locale au taux de la roupie au jour de l'ordonnement ».

Art. 42. — L'article 42 est modifié comme suit :

Au lieu de : « Indochine : 40 piastres », mettre : « Indochine : 120 frs. » ; au lieu de : « établissements français dans l'Inde : 15 roupies », mettre : « établissements français dans l'Inde : 30 frs. », et ajouter : « Ces paiements seront effectués en monnaie locale au taux légal de la piastre pour l'Indochine, et pour l'Inde, au taux de la roupie au jour de l'ordonnement ».

Art. 55. — L'article 55 est modifié de la façon suivante :

« Si la décision de la commission n'est pas acceptée soit par le créancier, soit par le chef de la colonie, du pays de protectorat ou du territoire à mandat, soit par le ministre des pensions, la commission supérieure est saisie dans les conditions fixées à l'article 34 ci-dessus ».

Art. 58. — A l'article 58, premier paragraphe, les mots « indemnités de 10 frs. » sont remplacés par « indemnités de 25 frs. ». En outre, le deuxième paragraphe de l'article 58 est remplacé par le suivant :

« En Indochine et dans les établissements français de l'Inde, cette dernière indemnité sera payée en monnaie locale aux taux de conversion indiqués à l'article 41 ci-dessus ».

Art. 60. — L'article 60 est modifié et complété comme suit :

« Le prix de la consultation et de la visite médicale, y compris les menues interventions telles que pansements simples, massages, pointes de feu, ventouses simples et scarifiées, injections hypodermiques, injections intra-musculaires, injections intra-trachéales, mouchetures, etc., est fixé comme suit :

« Toutes colonies. — Consultation, 15 frs., visite, 20 francs.

« Toutefois, le prix à payer pour la consultation ou la visite ne pourra, en aucun cas, excéder le prix appliqué habituellement par le médecin à sa clientèle ordinaire.

« En ce qui concerne l'Indochine et les établissements français dans l'Inde, les paiements seront effectués en monnaie locale aux taux de conversion indiqués à l'article 41 ci-dessus ».

(Le reste sans changement).

Art. 65. — Au lieu de : « énumérés dans la nomenclature de l'association générale des syndicats pharmaceutiques de France à l'usage des œuvres d'assistance et de prévoyance sociales », mettre : « énumérés au tarif national pharmaceutique à l'usage de l'assistance médicale gratuite ».

Art. 65. bis. — Remplacer les mots : « figurant aux chapitres III et V de la nomenclature », par les suivants : « figurant aux chapitres II et III du tarif ».

Art. 65. ter. — L'article 65 *ter* est remplacé par le suivant :

« Le tarif des produits pharmaceutiques et accessoires de pharmacie fournis par les officines pharmaceutiques ouvertes au public, au titre de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, est établi ainsi qu'il suit :

« 1^o — Le prix des fournitures pharmaceutiques ne pourra pas être plus élevé que celui appliqué par les pharmaciens à la clientèle ordinaire de leur officine ;

« 2^o — En tout état de cause, ce prix ne pourra pas être supérieur à celui porté sur l'arrêté du 10 janvier 1935 du ministre de la santé publique et de l'éducation physique établissant un tarif national pharmaceutique pour l'assistance médicale gratuite, avec une majoration de 25 p. 100 destinée à tenir compte

des frais généraux supplémentaires incombant aux pharmaciens établis aux colonies.

« Le tarif établi comme il est indiqué ci-dessus prendra effet du 1^{er} juillet 1935. Aucune augmentation de ce tarif ne pourra ultérieurement s'appliquer aux fournitures de l'article 64 sans l'assentiment préalable du ministre des pensions et du ministre des colonies. Par contre, toute réduction du tarif national sera applicable d'office auxdites fournitures ».

Art. 65. — 4. — Les mots : « décomptée d'après le tarif de l'association générale des syndicats pharmaceutiques de France à l'usage des œuvres d'assistance et de prévoyance sociales... », seront remplacés par les mots : « décomptée d'après le tarif national pharmaceutique à l'usage de l'assistance médicale gratuite... ».

Art. 65. — 6. — Au lieu de : « Les analyses sont payées au tarif de l'association générale des syndicats pharmaceutiques de France... », mettre : « Le prix des analyses est celui porté au tarif national pharmaceutique... ».

Art. 66. — L'article 66 est remplacé par le suivant :

« Si un malade est admis dans un établissement hospitalier ou un sanatorium relevant soit des budgets locaux, soit du budget de l'Etat, il y est classé à la catégorie afférente au grade qu'il détenait au moment où il a quitté l'armée, et les frais de traitement sont remboursés suivant les tarifs en usage dans l'établissement pour le traitement des malades relevant du budget de l'Etat ».

Art. 67. — Les deux premiers paragraphes de l'article 67 sont remplacés par les paragraphes suivants :

« Si le malade est admis dans un établissement privé, les frais de traitement sont remboursés à cet établissement suivant le prix de journée des malades ressortissant au budget de l'Etat dans les hôpitaux ou les sanatoriums relevant des budgets locaux ou du budget de l'Etat dans la colonie intéressée et d'après le grade que détenait le malade au moment où il a quitté l'armée. Si la colonie intéressée comporte à la fois des établissements relevant des budgets locaux et du budget de l'Etat, le tarif de remboursement est celui des établissements relevant du budget de l'Etat ».

Art. 68. — Le paragraphe 2^e, de l'article 68, est modifié comme suit :

Les mots : « Dans tous les cas cette indemnité est calculée d'après le tarif en usage pour le traitement des militaires du grade de soldat », sont remplacés par les mots : « Dans tous les cas, cette indemnité est calculée d'après le prix de la journée d'hôpital afférent au grade que détenait l'intéressé au moment où il a quitté l'armée, et d'après le tarif prévu pour les malades relevant du budget de l'Etat ».

Art. 73. bis. — Le texte de l'article 73 *bis* est remplacé par le suivant :

« En Indochine, les prix du tarif, aussi bien que ceux prévus pour la rémunération des aides et anesthésistes, sont décomptés en monnaie locale au taux légal de la piastre.

« Dans les établissements français de l'Inde, ces mêmes prix sont décomptés en roupies au taux du jour de l'ordonnement ».

Art. 74. — L'article 74 est complété comme suit :

Ajouter :
 « Injection de vaccin microbien, 20 francs.
 « Injection neurolytique, par séance, 60 francs.
 « Oléothorax, 150 francs.
 « Oxygénation, par séance, 15 francs.
 « Curetage du trou mentonnier pour destruction.

du nerf maxillaire inférieur avec injection d'alcool sous anesthésie générale, 600 francs.

« Thoracoplastie, quel que soit le nombre des temps, 1.000 francs ».

Art. 77. — L'article 77, paragraphe larynx, est complété comme suit :

« Injection d'huiles médicamenteuses par voie cricoïdienne :

« Première injection, 50 francs.

« Les suivantes, l'une, 25 francs ».

Art. 80 bis. — L'article 80 bis est modifié comme suit :

Au lieu de : « Inhalation de vapeurs balsamiques sous pression, 6 frs. », mettre : « Inhalation de vapeurs balsamiques sous pression, 8 francs ».

Art. 81. — L'article 81 est complété par le paragraphe suivant :

« En dehors du cas où l'hospitalisé est bénéficiaire de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, cas dans lequel la tierce personne qui l'accompagne voyage de droit gratuitement, la gratuité du transport peut encore être accordée aux convoyeurs indispensables après autorisation spéciale de la commission de contrôle et de surveillance ».

ART. 2. — Le ministre des colonies, le ministre des pensions et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 janvier 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le ministre des pensions,

HENRI MAUPOIL.

Le ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Ecole nationale de la France d'outre-mer

Suivant câblogramme ministériel n° 42 du 5 mars 1936, sont autorisés à prendre part au concours pour le stage à l'école nationale de la France d'outre-mer le 1^{er} et 2 avril 1936.

M.M. MONNIER, adjoint principal des services civils du Togo,

BERLIE, adjoint des services civils,

TERRAC, adjoint des services civils,

BARMA, adjoint des services civils,

CONSO, adjoint des services civils,

CHAUTARD, adjoint des services civils,

JAGU, adjoint des services civils.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Primes de gestion douanes

ARRETE N° 87 fixant le montant des primes de gestion attribuées au personnel métropolitain des douanes détaché au Togo durant l'année 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives au Togo;

Vu l'arrêté du 24 février 1928 accordant des primes de rendement et de gestion aux agents des douanes du Togo, ensemble l'arrêté 604 du 24 novembre 1934 portant réduction d'indemnités;

Sur la proposition du chef du service des douanes;

Vu l'avis de M. l'administrateur supérieur au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont attribuées aux agents métropolitains des douanes détachés au Togo les primes de gestion ci-après désignées au titre de l'année 1935 :

M.M. TOQUE, contrôleur de 2^e classe . . . 949 frs.

DRONIOU, contrôleur de 3^e classe . . . 1.149 frs.

ASTIER, brigadier de 1^{re} classe . . . 756 frs.

BARRERE, brigadier de 2^e classe . . . 443 frs.

Ces primes ont été calculées en tenant compte de la réduction de 20% prescrite par l'arrêté du 24 novembre 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 février 1936.

DESANTI.

Commission d'enquête

ARRETE N° 93 nommant une commission d'enquête.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu le rapport n° 15 du 17 février 1936 du président du tribunal de 1^{re} instance;

Sur la proposition de l'administrateur supérieur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. NATIVEL, administrateur adjoint de 1^{re} classe

Président

PATRAULT, greffier-notaire

CHAUTARD, adjoint des services civils

ATTIOGBÉ Joseph, commis d'administration de 3^e classe

Membres

GNASSOUNOU Paul, commis d'administration de 3^e classe.

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'interprète principal de 5^e classe KEMPSON Frantz.

Elle devra répondre à la question suivante :

L'interprète KEMPSON fait-il preuve d'intempérance et sa manière de servir s'en ressent-elle?

L'interprète KEMPSON sera appelé à présenter sa défense oralement ou par écrit.

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée.

ART. 2. — M. PATRAULT est nommé rapporteur de la commission.

ART. 3. — Le président de la commission est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 21 février 1936.

DESANTI.

Nomination**ARRETE N° 94.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1935, portant modification à celui du 30 janvier 1932, sur la réglementation de la profession d'avocat-défenseur en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 8 avril 1935, portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo;

Vu la demande en date à Lomé du 27 décembre 1935, de M. Raymond VIALE, avocat stagiaire près la cour d'Aix-en-Provence, qui sollicite une commission d'avocat-défenseur près la cour d'appel et les tribunaux de l'Afrique occidentale française;

Vu la délibération de la cour d'appel du premier février 1936, émettant un avis favorable sur la candidature de M. Raymond VIALE, en qualité d'avocat-défenseur;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. VIALE (Raymond), avocat stagiaire près la cour d'Aix-en-Provence, est nommé avocat-défenseur du ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, avec résidence à Lomé (Togo).

ART. 2. — M. VIALE, prêterait serment conformément aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté du 8 avril 1935.

ART. 3. — Le chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 24 février 1936.

*P. Le Commissaire de la République en tournée
L'administrateur supérieur du Togo
chargé de l'expédition des affaires courantes et
urgentes,*
GEISMAR.

Libération conditionnelle**ARRETE N° 96 accordant le bénéfice de la libération conditionnelle au nommé DÉGANUS Arnold.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive et sur les conditions d'intervention de la libération conditionnelle;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo notamment en son article 15;

Vu l'avis du président du tribunal criminel de Lomé;

Vu l'avis du procureur de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordée au détenu DÉGANUS Arnold né à Lomé (Togo) condamné à trois ans de prison par jugement du 21 décembre 1934 du tribunal criminel de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 25 février 1936.

*P. Le Commissaire de la République p. i. absent
l'administrateur supérieur du Togo, chargé de
l'expédition des affaires courantes et urgentes,*
GEISMAR.

Passeport sanitaire**ARRETE N° 102 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 réglementant la police sanitaire aux colonies;

Vu le radiogramme du 29 février 1936 du gouverneur de la Gold-Coast signalant un cas mortel indigène de fièvre jaune à Kumasi;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Gold-Coast entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes, autres que ceux cités ci-dessus, subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès maritime ou terrestre.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 4 mars 1936.
DESANTI.

Commission d'enquête**ARRETE N° 105 nommant une commission d'enquête.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu la décision n° 59 du 10 février 1936 portant suspension de fonctions;

Vu le jugement en date du 12 février 1936 du tribunal de police correctionnelle de Lomé condamnant le commis d'administration SEHON Gabriel, à 3 ans de prison et 50 francs d'amende pour escroquerie;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. DEMONIO, administrateur-adjoint de 3^e classe *Président*
 MAUGIS, adjoint des services civils,
 FREAU, adjoint des services civils,
 ABOKI Walter, commis d'administration de 8^e classe, *Membres*
 ADOUVI Charles, commis d'administration de 8^e classe;

se réunira sur la convocation de son président pour donner son avis sur le cas du commis d'administration de 8^e classe SEHOH Gabriel.

Elle devra répondre à la question suivante :

Le commis d'administration SEHOH Gabriel, condamné le 12 février 1936 par le tribunal de police correctionnelle de Lomé pour escroquerie, peut-il être maintenu dans un cadre administratif?

Le commis d'administration SEHOH sera appelé à présenter sa défense oralement ou par écrit.

ART. 2. — M. MAUGIS, adjoint de 2^e classe des services civils est nommé rapporteur de la commission.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 5 mars 1936.

DESANTI.

Expédition des affaires courantes et urgentes

DECISION N° 79 chargeant M. l'administrateur en chef GEISMAR, administrateur supérieur du Togo, de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République p. i.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

— CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1928 déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérieures de gouverneur général, de gouverneur et de résident supérieur;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives au Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. GEISMAR, administrateur en chef des colonies administrateur supérieur du Togo, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du Territoire pendant l'absence du Commissaire de la République p. i. se rendant en tournée.

ART. 2. — La présente décision qui aura son effet pour compter du 22 février 1936 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 février 1936.

DESANTI.

Commission d'étude des coutumes

DECISION N° 93.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la décision n° 267 en date du 28 mars 1933 créant une commission d'étude des coutumes du Territoire, et les modifications subséquentes;

Vu la réorganisation des services du Territoire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission d'étude des coutumes du Territoire est composée comme suit :

M.M. GEISMAR, administrateur supérieur du Togo *Président*

THEBAULT, procureur de la République *Rapporteur*

VITTINI, avocat-défenseur,
 NATIVEL, administrateur-adjoint des colonies, *Membres*

SIRO, directeur du centre scolaire de Lomé,

Le R. P. RIEBSTEIN;

FAURE, pasteur,

BAETA, pasteur,

Romuald JOHNSON, instituteur,

Emmanuel AJAVON, notable,

M. REHART, commissaire de police, est chargé de la direction du secrétariat de la commission.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1936.

P. Le Commissaire de la République absent

L'administrateur supérieur du Togo

chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

GEISMAR.

**NOMINATIONS, MUTATIONS ETC.
CONCERNANT LE PERSONNEL****PERSONNEL EUROPÉEN****ACTES, DU POUVOIR LOCAL****Nomination**

Par décision du :

21 février 1936. — M. LUGAN Jean, chef de gare hors classe du chemin de fer du Togo, chef du service du wharf de Lomé, est nommé sous-agent de la santé, pour l'arrondissement des navires à Lomé.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933.

PERSONNEL INDIGÈNE**Engagements**

Par décisions des :

29 février 1936. — Sont engagés en qualité d'infirmiers-auxiliaires au salaire mensuel de cent vingt cinq francs (125 f.00) et affectés à l'équipe mobile de prospection de la trypanosomiose, les nommés :

DOS REIS Prudence,

LACLÉ Paul,

KPODAR Godfried,

ALEX Charles.

La solde de ces agents sera imputée au budget de l'emprunt, titre II, chapitre 1^{er}, article 2.

Est engagé en qualité de commis auxiliaire pour compter du 7 février 1936 à la solde journalière de quatre francs cinquante centimes (4 f.50), le nommé ABBEY Louis.

Est engagé en qualité de commis auxiliaire pour compter du 20 février 1936 à la solde journalière de six francs (6 f.00), le nommé KOUKPAKI Julien.

Ils sont affectés à l'arrondissement des travaux publics du Togo.

19 février 1936. — Sont engagés en qualité de manoeuvres microscopistes au salaire journalier de trois francs (3 f.00) et mis à la disposition du médecin-chef du secteur de la trypanosomiasse à Pagouda, les nommés :

ALI ALASSANI,

Bao Benoît,

SABI BAKAOUA.

Le salaire de ces auxiliaires sera imputé au budget de l'emprunt, chapitre II, article 2, paragraphe 1^{er}.

Le nommé AGBORON François Georges, est engagé en qualité de mécanicien-auxiliaire au salaire journalier de douze francs (12 f.00), pour la période du 8 février au 14 avril 1936 inclus et est mis à la disposition du chef de la station de T. S. F. à Lomé.

Nomination

Par décision du :

21 février 1936. — M. ALOMENOU BANSI Emmanuel, commis d'administration de 2^e classe, faisant fonctions de chef du service du wharf de Lomé, est nommé sous-agent de la santé, pour l'arrondissement des navires à Lomé du 29 janvier au 19 février 1936 inclus, en remplacement de Monsieur MOQUAY, capitaine de port de 1^{re} classe, rapatriable.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté N° 324 du 20 mai 1933.

Démission

Par arrêté du :

2 mars 1936. — Est acceptée pour compter du 21 février 1936, la démission de son emploi offerte par le commis d'administration de 7^e classe Aurélien COMLAVI JOCOUE, en service détaché au réseau du Bénin au Niger.

Titularisation

Par arrêté du :

2 mars 1936. — Le moniteur de 6^e classe stagiaire ARFO Sébastien, du cadre des moniteurs de l'enseignement privé (mission catholique), est titularisé dans son emploi en qualité de moniteur de 6^e classe, pour compter du 1^{er} mars 1936.

Congés

Par décisions des :

3 mars 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 5 mars au 3 avril 1936 inclus, à l'ouvrier de 4^e classe des travaux publics AGBODAN Jean, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 9 mars au 7 avril 1936 inclus, à l'ouvrier de 4^e classe AMADOU Joseph, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir à Palimé.

30 jours, du 15 mars au 13 avril 1936 inclus, à l'ouvrier de 4^e classe MOUMOUNI SAMÀ, en service aux travaux publics à Lomé, pour en jouir à Anié.

26 février 1936. — Un congé de 30 jours, avec solde, du 1^{er} au 30 mars 1936 inclus, est accordé au planton de 8^e classe BOSSOU Anatole, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir à Athiénié (Dahomey).

22 février 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 mars 1936 inclus, à l'homme d'équipe de 5^e classe OTTO ABOLY, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 mars 1936 inclus, à l'ouvrier de 4^e classe MAOUSSI D'ALMEIDA, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 16 mars au 14 avril 1936 inclus, au commis d'administration de 8^e classe TSIKPLOUOU KOUASSI Gaston, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

21 février 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1936 inclus, est accordé au surveillant auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. Augustin KPODAR, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 avril 1936 inclus, est accordé au surveillant de routes de 7^e classe ZAKARI L. LOOKY, en service à Lama-Kara, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 3 mars au 2 avril 1936 inclus, est accordé au préposé de 3^e classe des douanes PIETRI Lazare, en service au poste d'Aflao, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagements

Sont rengagés à compter du :

1^{er} février 1936. — 3 ans — OUMAROU I, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/354/A.D. de la P.C. Lomé.

FALLANI, milicien 2^e classe, N° Mle M/344/A.D. de la 1^{re} section milice Nawaré.

2 ans : MAMADOU KAMARA, sergent, N° Mle M/335/A. S. de la 1^{re} section milice Nawaré.

Permission

Une permission libérable de 30 jours à compter du 6 mars 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordée au sergent TONIENKO TARAORÉ, N° Mle Mle M/222/A.C. de la compagnie de milice Lomé, pour en jouir à Boussanga (cercle de Tenkodogo — Côte d'Ivoire). Transport jusqu'à la limite du Togo.

Affectation

Est affecté à la compagnie de milice Lomé, pour compter du 1^{er} mars 1936, le sergent-chef TAZO, N° Mle M/132/A.T. de la 4^e section de milice Anécho.

2° — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} mars 1936. — ALI DOUSSOKO, brigadier-chef 2^e classe, Mle 802, du peloton du sud.

TIEDRE AGOULOU, garde 2^e classe, Mle 731, du peloton du sud.

2 mars 1936. — PATCHAMA, garde 2^e classe, Mle 858, du peloton du sud.

8 mars 1936. — NAPALA, garde de 2^e classe, Mle 861, du peloton du sud.

ZORO Gaston, garde 2^e classe, Mle 862, du peloton du sud.

ANANI, garde 2^e classe, Mle 863, du peloton du sud.

10 mars 1936. — ATAKATI, garde 1^{re} classe, Mle 284, peloton du sud.

KOUASSI II, garde 2^e classe, Mle 865, de la police et sûreté.

11 mars 1936. — MOUSSA KANDÉ, garde 1^{re} classe, Mle 913, du peloton du sud.

12 mars 1936. — BRAHIMA SOUDOU, garde 2^e classe, Mle 744, du peloton du sud.

Martin HOUNDOJO, garde 2^e classe, Mle 885, du peloton de dépôt.

15 mars 1936. — FOSSAGA, garde 2^e classe, Mle 821, du peloton du sud.

16 mars 1936. — BABALEM, garde 2^e classe, Mle 908, du peloton du sud.

21 mars 1936. — BADI DOUTI, garde 2^e classe, Mle 822, du peloton du sud.

23 mars 1936. — DIONI, garde 1^{re} classe, Mle 978, du peloton de dépôt.

BARCK LAMBOU, garde 2^e classe, Mle 826, du peloton du sud.

Permissions

Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} mars 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour eux et leurs familles, est accordée à chacun des agents dont les noms suivent :

NIANGOULAM, adjudant-chef, N° Mle 901, du peloton du nord, (Sokodé) pour en jouir à Losso-Ténega.

GNARO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 552, du peloton du sud (subdivision Anécho), pour en jouir à Sola, (cercle du nord).

Punitions

Une punition de 15 jours de prison, avec retenue de solde est infligée à chacun des agents dont les noms suivent :

BONKPASSE, brigadier de 1^{re} classé, N° Mle 936, du peloton du centre — subdivision de Klouto, pour « faute grave en service ».

ALASSANE I, garde de 1^{re} classe, N° Mle 79, du peloton du sud — subdivision d'Anécho, pour « faute grave en service ».

1^{re} — Compagnie de milice :**Rengagements**

Sont rengagés pour :

2 ans : à compter du :

1^{er} février 1936. — BAOUA, milicien 2^e classe, N° Mle M/350/A. S. de la P. C. Lomé.

3 ans : 9 février 1936. — BIOGUEDE, caporal N° Mle M/210/A. D. de la P. C. Lomé.

KORIGNON, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/208/A. T. de la P. C. Lomé.

10 février 1936. — ANADE, milicien 2^e classe, N° Mle M/215/A. T. de la P. C. Lomé.

CONFAL, milicien 2^e classe, N° Mle M/214/A. T. de la P. C. Lomé.

15 février 1936. — FATOUZOUN, sergent, N° Mle M/233/A. D. de la P. C. Lomé.

2 ans : 27 février 1936. — YEMOA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/219/A. D. de la P. C. Lomé.

3 mars 1936. — MATHIAS, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/234/B. T. de la 4^e section de milice Anécho.

1^{er} an : 17 mars 1936. — DAMNANGA, milicien 2^e classe, N° Mle M/236/B. T. de la 4^e section de milice Anécho.

20 mars 1936. — TOMODJI, milicien 2^e classe, N° Mle M/251/A. D. de la 4^e section de milice Anécho.

Congés — Permissions

a) — Un congé de 60 jours à demi-solde, pour compter du 5 mars 1936, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordé au sergent-chef TAZO, N° Mle M/132/A. T. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Kéméria — subdivision de Lama-Kara, (cercle du nord).

b) — Un congé de 30 jours à compter du 1^{er} mars 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordé à l'adjudant TCHEDRE, N° Mle M/15/A. T. de la compagnie de milice de Lomé, pour en jouir à Koudjani — subdivision de Lama-Kara (cercle du nord).

c) — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} mars 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

DAHOUFAYE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/320/B. T. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Niantougou — subdivision de Lama-Kara (cercle du nord).

ASSOGBA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/307/A. D. de la 1^{re} section de milice Nawaré, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

2° — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

13 février 1936. — ALLOU, garde de 2^e classe, N° Mle 990, du peloton de dépôt.

1^{er} mars 1936. — BATOULA, garde de 2^e classe, N° Mle 945, du peloton du nord (Sokodé).

5 mars 1936. — KORAH, garde de 2^e classe, N° Mle 880, du peloton du nord (Sokodé).

12 mars 1936. — TIEKOURA ALIASSEM, garde de 2^e classe, N° Mle 741, du peloton du nord (Sokodé).

Permission

Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} mars 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au garde de 2^e classe AZANTRE, N° Mle 928, du détachement de police de Lomé, pour en jouir à Kandé — subdivision de Mango (cercle du nord).

1^{re} — Compagnie de milice :
Engagements

Sont engagés comme miliciens de 2^e classe :

Après stage de 2 ans accompli (catégorie B.) :

Pour une période de 2 ans à compter du 1^{er} février 1936, le stagiaire de la catégorie B. KOUASSI MOBA, N° Mle M/361/B.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

Après stage de 1 an accompli (catégorie A.) :

Pour une période de 1 an à compter du 1^{er} mars 1936, le stagiaire de la catégorie A. ESSA, N° Mle M/428/A.D. de la 4^e section de milice Anécho.

Punition

Une punition de 30 jours d'arrêts de rigueur, est infligée au sergent-chef NIOFAM, N° Mle M/4/A.T. de la 1^{re} section de milice Nawaré, pour « faute grave en service ».

Cassation

Est cassé de son grade et remis milicien de 2^e classe à compter du 1^{er} mars 1936, le caporal AGBA, N° Mle M/118/B.T. de la 1^{re} section de milice Nawaré, pour « faute grave en service ».

Nomination

(A titre exceptionnel)

Est nommé caporal à compter du 1^{er} mars 1936, (prise de rang et droit à la solde compris), le milicien

de 1^{re} classe SOUMLAOUENDE, N° Mle M/393/A.C. de la 1^{re} section de milice Nawaré, en remplacement du caporal AGBA, cassé de son grade.

2^e — Garde indigène :
Licenciement

RECTIFICATIF à l'arrêté N° 71 du 6 février 1936 — article 5 (Licenciements) :

Sont licenciés à compter du :

Au lieu de :

1^{er} février 1936. — KOUADIO, brigadier de 2^e classe, N° Mle 888, du peloton du nord, pour « mauvaise conduite et mauvaise manière habituelle de servir ».

Lire :

15 février 1936. — KOUADIO, brigadier de 2^e classe, N° Mle 888, du peloton du nord, pour « mauvaise conduite et mauvaise manière habituelle de servir ».

Le reste sans changement.

ALLOCATIONS

Par décision du :

21 février 1936. — Sont accordées pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après :

CERCLES OU ÉTABLISSEMENTS	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	Personnes désignées pour percevoir les allocations.
Commune-mixte de Lomé	KOFFI Germain	14 ans	1,40	ADENSI ADÉVI
—	HERMANN	12 —	1,40	GABA Jacob
—	HENRI	10 —	1,40	ALOUGHBA Confort
—	Frantz KOUASSI	11 —	1,40	Rosa ABAYI
—	LABADI Noël	12 —	1,40	Père Victor WERLÉ
—	ALPHONSE	12 —	1,40	ECOUÉ Clément
—	WILHEMINE	12 —	1,40	SHALLEY Cathérine
—	FRIEDA	10 —	1,40	—
—	KOSSI	13 —	1,40	Bernardine G. ACOLATSE
—	Emmanuel ABALOV	9 —	0,75	—
—	Frédéric ADOLPHE	14 —	1,40	SHUMMER Cathérine
—	Marie ABLAYI	12 —	1,40	GNENTOMUGNA
—	Nicolas AYAWO	12 —	1,40	AKPENOU
—	Suzanne AKOUAVI	12 —	1,40	JOHNSON Romuald
—	RENÉ	15 —	1,40	—
—	Noël KOUASSI	9 —	0,75	KOSSIWA
—	Marcellin YAОВI	8 —	0,75	ADEGNIA François
—	Robert KOFI	8 —	0,75	CHOCHOVI Anna
—	François KOSSIVI	4 —	0,50	ALOUGHBA
—	ADJOUA Gertrude	5 —	0,50	AKOUELEVI
—	Angèle AKOSSIWA	5 —	0,50	Adolphe JOHNSON
—	Christian KOFI	3 —	0,50	Pauline ABLAOA
—	EUGENIE	2 —	0,50	ABLAVI Josephine
—	Daniel KOKOU	10 —	1,40	ALLOU
Cercle du sud — Anécho (Ecole officielle)	Dominique KOUASSIVI	12 —	1,40	Juliana DOVI LAWSON
—	ABLAWOA Elisabeth	10 —	1,40	DEDEVI MESSANR

CERCLES ou ÉTABLISSEMENTS	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	Personnes désignées pour percevoir les allocations.
<i>Cercle du sud — Anécho</i> (École officielle)	QUILLY Cécile	13 —	1,40	AKOÛÉTÉ ADJÉVI WILSON
—	BORI Louis dit FABRE	12 —	1,40	Suzanne HOUNDJO
—	OLOU Henri Blaise	7 —	0,75	KOUKOUVI Florentia
—	KOUAKOU Félix	8 —	0,75	TOMETY AYELE Josephine
<i>Internat des Sœurs — Anécho</i>	Malthide HOTTAD	12 —	2,00	Madame MEYER Madeleine
—	Thérésia ZIANA	14 —	2,00	— Supérieure de l'inter-
—	Suzanne ADJOAVI	14 —	2,00	nat d'Anécho (en reli-
—	Agnès ABLAVI	15 —	2,00	gion Sœur Jean-Bap-
—	AYABA Emilia	11 —	2,00	tiste).
—	Florence ABLAVI	7 —	1,50	—
—	Rebecca ADJOAVI	5 —	1,00	—
—	Marie Thérèse ADJOAVI	4 —	1,00	—
—	Clara ADJOA SIKA	6 —	1,00	—
—	Yvonne BAYI	9 —	1,50	—
—	Adelaide Aimée AFIAYI	8 —	1,50	—
—	Francisca AKOUEBAVI	9 —	1,50	—
—	Constantia BAYI	7 —	1,50	—
<i>Cercle du centre — Klouto</i> Atakpamé	GEAY Maurice	10 —	1,40	Lui-même
—	Gauthier KOSSI LUTZ	3 —	0,50	MAMA à Atakpamé
—	Julienne YABAVI BERLIE	3 —	0,50	ADJOA AFFO —
—	ROSE	4 —	0,50	GNASSEPE à Nuatja
—	Gaston YAOVI THA	4 —	0,50	Francisca Bossi à Atakp.
—	Maria Raoul LASSERRE	5 —	0,50	FAMBIYE AMÉTOHÉ —
—	Virginie Celine MONNIER	5 —	0,50	ABOUWO à Nuatja
—	Michel LITZ BERLIE	6 —	0,50	YAVASSI à Atakpamé
—	Véronique ADJOA VICK	6 —	0,50	AFOUA —
—	Regina CLANDINA RODIER	6 —	0,50	LONIE —
—	Aimée KOSSIWA BOUSQUET	6 —	0,50	ASSOUE —
—	Gaston YAO LASSERRE	6 —	0,50	FAMBIYE AMÉTOHÉ à Atakp.
—	Jeannette CARBOU	7 —	0,75	BARSO DIALLO —
—	Daniel CHARPENTIER	8 —	0,75	DOVI à Nuatja
—	André CHAPEL	11 —	1,40	ALOUGBAVI à Atakpamé
—	Marie BALLEY	12 —	1,40	BARSO DIALLO —
—	Henriette AMBAVI	13 —	1,40	COTCHANA —
—	Emmanuel SOLI	14 —	1,40	AGOMESSI Suzanne —
—	Paul BRASSIER	14 —	1,40	ZENABOU —
—	Alphonse MORIN	15 —	1,40	ADONON —
<i>Internat des Sœurs — Atakpamé</i>	MELANIE	8 —	1,50	M ^{me} . Louise ROUCAIROL (en religion Sœur Marie du Calvaire).
<i>Cercle du nord — Sokodé</i>	FATOUMI Jean	13 —	1,40	Lui-même
—	XAVIÈRE	6 —	0,50	KOUNDJA
<i>Nord — Bassari</i>	Noël Novo	6 —	0,50	KOBITE Novo
—	JULIEN Alexandre	4 —	0,50	IBAM
<i>Nord — Mango</i>	CREBASSOLE Marie	11 —	1,40	DIAO

COMMISSIONS

Par arrêté du :

5 mars 1936. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission au stage à l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux auront lieu à Lomé dans les locaux qui seront désignés par l'administrateur supérieur les mercredi 1^{er} et jeudi 2 avril 1936 de 7 heures à 12 heures.

La commission de surveillance prévue à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 août, sera composée ainsi qu'il suit :

M.M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies	Président
NATIVEL, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe,	Membres
DEMONIO, administrateur-adjoint de 3 ^e classe.	

CONCOURS

Un concours pour l'emploi de sous-chef de bureau des secrétariats généraux sera ouvert les 5 et 6 octobre prochain dans les conditions fixées par arrêté du 28 avril 1913 et décret du 24 avril 1934 (inséré au J. O. T. 1931 page 317).

Le nombre des places mises au concours est de cinq.

MISE A LA RETRAITE

Par arrêté du :

4 mars 1936. — M. VIGNOLLE Jean, chef surveillant des travaux publics du cadre local du Togo est admis à faire valoir ses droits à une pension d'invalidité.

SECOURS

Par décision du :

22 février 1936. — Il est accordé un secours global de deux mille neuf cent cinquante six francs (2.956 f. 00) à Madame veuve BOURON, femme du sergent BOURON, décédé à Sokodé le 13 décembre 1935.

La dépense sera imputée au chapitre IV (administration générale) — Article 11 (force de police) — Paragraphe 1^{er} (personnel européen) — Budget local, exercice 1935.

SUBVENTIONS

Par décisions des :

25 février 1936. — Une subvention de mille francs (1.000 frs.), est accordée pour l'année 1936 à la société « La Cosmopolite ».

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XV, article 4, paragraphe 2, du budget local, exercice 1936.

22 février 1936. — Une subvention de cinq cent francs (500 frs.), est accordée pour l'année 1936 à la société « Union Sportive Togolaise ».

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIII, article 8, paragraphe 4, du budget local, exercice 1936.

UTILISATION DE VEHICULES PERSONNELS

Par décision du :

22 février 1936. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois, fixée par les arrêtés, est accordé au commis d'administration chargé du transit d'ALMEIDA Joseph, en service au bureau des finances (magasin général).

DOMAINES

Par arrêté du :

20 février 1936. — Le conseil d'administration de la mission catholique du Togo, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle de terrain domanial situé à Mango, subdivision de Mango, cercle du nord, en bordure de la route de Borgou, d'une superficie d'environ dix hectares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

Avis

Le receveur des domaines rappelle à MM. les titulaires des lots au quartier « Ahanoukopé » à Lomé, que la redevance annuelle de 120 frs., doit être payée le 31 mars 1936 au plus tard.

Il informe les intéressés que, à défaut de paiement à date sus-indiquée, les baux des retardataires seront résiliés.

Lomé, le 7 mars 1936

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

Avis de demandes d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 992, déposée le 25 février 1936 le sieur Gabriel Yao Kpeglo, profession de commerçant, demeurant à Kété-Kratchi (Togo-britannique) et domicilié à Palimé, agissant au nom et comme mandataire du sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, propriétaire demeurant et domicilié à Palimé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 ares 91 centiares et demie situé à Lomé quartier n° 9 (commune mixte de Lomé, cercle du sud), et borné au nord par terrain à Aloisius Amétépé, à l'est par la rue de Paris, au sud par la rue Duquesne, à l'ouest par terrain à Papa.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit sieur Timothy Anthony et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

L'immeuble dont il s'agit, a été vendu, par acte sous seing privé, en date à Lomé du 12 février 1936 au sieur Gabriel Yao Kpeglo, requérant, pour la mutation être faite à son nom, dès l'immatriculation.

Suivant réquisition n° 993, déposée le 6 mars 1936 le sieur Emmanuel Ayivi Ajavon, profession d'ancien aide-pharmacien, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier portant une construction à étage à usage d'habitation et des dépendances, d'une contenance totale de 3 ares 58 centiares, situé à Lomé, quartier n° 2 (commune mixte de Lomé, cercle du sud), et borné au nord par terrain à Quaku Bruce, à l'est par terrain à Mensah, au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par terrain à Tossoupe.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

« Une dette foncière sans intérêts de la somme de trois mille deux cents marks remboursable six mois après, préavis, au profit du docteur Ernest Kruger, médecin de l'administration à Lomé ».

Suivant réquisition, n° 994, déposée le 7 mars 1936 le sieur Sabine Agbeko Silveira, profession de bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et comme mandataire du sieur Andreas Kokuvi Anthony, tisserant propriétaire, demeurant et domicilié à Adafianu (Gold-Coast), a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en une parcelle de terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 ares 45 centiares, situé à Lomé quartier n° 9 (commune mixte de Lomé, cercle du sud) et borné au nord par la rue de Brazza, à l'est par terrain à Maria Amenovi Anthony, au sud par terrain à Henri Anthony, à l'ouest par terrain à Robert Aba Anthony.

Il déclare que ledit immeuble appartient à Andreas Kokuvi Anthony et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

L'immeuble dont il s'agit, a été vendu, par acte sous seing privé, en date du 6 mars 1936 au sieur Sabine Agbeko Silveira, requérant, pour la mutation être faite à son nom, dès l'immatriculation.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui auront lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

Avis de bornage

Le lundi 27 avril 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 6, (commune mixte de Lomé, cercle du sud), consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un triangle, d'une contenance de 5 ares 49 centiares et borné au nord par la rue d'Anécho, à l'est par la rue de Bordeaux, au sud par terrain à Lucia Wové Anthony, à l'ouest par le titre 209 appartenant à la requérante, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Akouélé Soga, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 10 février 1936, n° 990.

Le mardi 28 avril 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kainkopé, subdivision de Lomé, (cercle du sud) consistant en un terrain rural, en partie bâtie, ayant la forme d'un quadrilatère sur lequel existe, à l'angle sud-ouest, des bâtiments à usage de dispensaire, pharmacie, logement de médecin, de gardien et un puits, puis quelques pieds de cocotiers; d'une contenance de 31 hectares 24 ares 59 centiares, connu sous le nom de léproserie de Kainkopé, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des terrains aux propriétaires inconnus, au sud par terrain à Moïse Lassey, Egnodo, Mikedo et un passage reliant le terrain à la voie ferrée Lomé-Anécho, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, demeurant à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le

mandat de la France, suivant réquisition du 10 février 1936, n° 991.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

LISTE

Des sociétés et assureurs ayant un représentant responsable au Togo à la date du 31 décembre 1935.

(Exécution prescriptions article 14 arrêté du 21 septembre 1934).

1° — M. M. JACQUOT-JACQUET — Représentant au Togo la compagnie « Franco-Coloniale d'Assurances ».

2° — La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale représentant au Togo la « Northern Assurance Company Ltd ».

3° — John Holt représentant au Togo la Compagnie d'Assurances « Alliance Assurance Company Ltd ».

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 106 — Les navigateurs fréquentant la rade de Saltpond (Gold-Coast) sont informés que le s/s *Amstelkerk* a perdu son ancre et sa chaîne dans la position suivante :

Cathédrale	3°
Fort Kormantine	282°
Maison Planche Aramabu	256°

Fleuve Casamance

N° 107 — Les navigateurs fréquentant l'embouchure du fleuve Casamance sont informés qu'à la suite d'un raz de marée l'amer de Diogué s'est fortement incliné.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPAGNIE FRUITIÈRE D'AGOU

Société à responsabilité limitée au capital de 100.000 francs.

Suivant acte sous signatures privées, en date à Paris du premier mars mil neuf cent trente cinq, Messieurs :

1° — La compagnie générale du Togo, société anonyme au capital de 3.000.000 de francs, divisée en 6.000 actions de 500 francs dont 3.200 actions A et 2.800 actions B et dont le siège social est à Paris, rue de Constantinople N° 17, et représentée par M. GASPARIN, son président, agissant conformément aux pou-

voirs à lui donnés suivant procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration en date des dix avril, dix sept avril et vingt et un avril 1934;

- 2° — BENARD L. demeurant à l'Île de la Réunion;
- 3° — CLÉMENT A. demeurant à Lomé (Togo);
- 4° — DUPUIS R. demeurant à l'Île de la Réunion;
- 5° — GAMBA J. demeurant 174 Boulevard Haussmann;
- 6° — GASPARIEN L. demeurant à Paris, 17 rue Constantinople;
- 7° — GONTIER C. demeurant à Paris, 41, rue Brochant;
- 8° — D'HUBERT R. demeurant à Paris, 6, rue Murillo;
- 9° — LEMERLE P. demeurant à Paris, 204, Boulevard Pereire;
- 10° — MARY A. demeurant à Paris, 8, rue Jouffroy;
- 11° — SERAPHINE J. demeurant à Paris, 27, rue Francœur;

Ont formé une société à responsabilité limitée ayant pour objet la culture, l'achat et la vente des ananas, la fabrication de leurs conserves ainsi que toutes industries connexes.

La raison sociale de la Société est « *Compagnie fruitière d'Agou* ».

La durée de la société est de vingt-sept années à partir du premier août mil neuf trente quatre, mais à l'expiration du dit terme cette durée sera prorogée de plein droit d'un temps égal à celui dont à son expiration sera prorogé le contrat de bail passé le vingt quatre décembre mil neuf cent trente et un, entre Monsieur le Commissaire de la République au Togo et M. Lucien GASPARIEN.

Le siège de la société est fixé à Agou (territoire du Togo), avec siège administratif à Paris, rue de Constantinople N°17.

Le capital social est fixé à la somme de cent mille francs (100.000 frs) fournis comme suite :

1° — par la C ^e Générale du Togo :	
trente trois mille francs	33.000
2° — par Monsieur BENARD L.	
quinze mille francs	15.000
3° — par Monsieur DUPUIS R.	
onze mille francs	11.000
4° — par Monsieur GAMBA J.	
douze mille francs	12.000
5° — par Monsieur CLÉMENT A.	
dix mille francs	10.000
6° — par Monsieur GASPARIEN L.	
six mille francs	6.000
7° — par Monsieur MARY A.	
cinq mille francs	5.000
8° — par Monsieur D'HUBERT R.	
trois mille francs	3.000
9° — par Monsieur SERAPHINE J.	
trois mille francs	3.000
10° — par Monsieur GONTIER C.	
mille francs	1.000
11° — par Monsieur LEMERLE P.	
mille francs	1.000
Total	= 100.000

Ces sommes ont été versées à la Banque l'Afrique Occidentale, siège social à Paris, rue de la Bruyère N° 38 et à l'agence de Lomé (Togo) au compte de la *Compagnie fruitière d'Agou*.

Le capital social est divisé en cent parts de mille francs chacune et attribuées à chacun des associés au prorata du capital fourni par chacun d'eux.

La Société est gérée à Paris par M. DUPUIS.

M. CLEMENT est désigné comme directeur de l'exploitation en Afrique.

M. DUPUIS aura les pouvoirs les plus étendus sous réserve d'agir en liaison étroite avec le conseil de surveillance.

Il aura en outre tous les droits de contrôle et de direction sur les actes de tous les agents de la Société.

M. DUPUIS ne pourra pas emprunter, effectuer de libéralités, aliéner et hypothéquer les immeubles sociaux s'il en existe sans l'autorisation du conseil de surveillance.

M. DUPUIS aura la faculté de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à toute personne qu'il appartiendra.

M. DUPUIS et M. CLEMENT sont nommés chacun pour une période de cinq années qui commenceront à courir de la signature des présentes.

Il est constitué un conseil de surveillance composé de cinq membres devant être pris parmi les associés.

Le premier conseil se compose de :

- M. M. 1° — Lucien GASPARIEN.
- 2° — J. GAMBA.
- 3° — A. MARY.
- 4° — C. GONTIER.
- 5° — P. LEMERLE.

Ceux-ci sont nommés pour trois ans.

Il est stipulé qu'en cas de décès, d'interdiction, de faillite ou de déconfiture d'un des associés ou même du gérant, la Société ne sera pas dissoute. Elle continuera en cas de décès d'un associé entre les associés survivants et les héritiers ou ayant-droits de l'associé décédé. A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par les soins d'un liquidateur nommé à cet effet par les associés dans les conditions prévues à l'article 13 et qui jouira à cet effet des pouvoirs les plus étendus.

Pour l'exécution des présentes et pour toutes difficultés, les parties attribuent juridiction exclusive aux tribunaux compétents du siège social et chacun des associés fait élection de domicile au siège social où tous actes judiciaires lui seront valablement signifiés.

L'un des originaux sous signatures privées a été déposé au greffe du tribunal de première instance de Lomé (Togo) tenant lieu de tribunal de commerce et de justice de paix, le neuf mars mil neuf cent trente six, enregistré.

Pour extrait et mention.

Le directeur de l'exploitation en Afrique,
A. CLEMENT.

La maison des Coloniaux de VITTEL

D'accord avec le *Ministère des Colonies*, est ouverte du 25 mai au 20 septembre, une *Maison des Coloniaux*, où sont reçus et traités, à des conditions spéciales, tous les fonctionnaires civils et militaires des Colonies envoyés officiellement par le Conseil Supérieur de Santé des Colonies ou les Commissions de Rapatriement.

Par ses deux sources : la « *Grande Source* » et la « *Source Hepar* », les seules à *Vittel* déclarées d'intérêt public, c'est toute la médication des maladies coloniales d'origine arthritique et hépatique que *Vittel* offre à tous ceux qu'un séjour prolongé aux Colonies rend justiciable de sa cure.

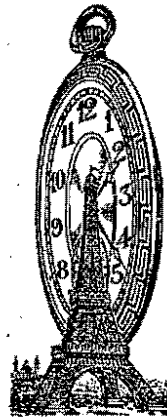
La remarquable fraîcheur du climat vosgien, son action à la fois sédative et tonique, l'altitude moyenne de la région font de *Vittel* la station idéale pour les Coloniaux qui, en y soignant leurs reins et leur foie, y trouveront le repos, le calme, l'appétit et le sommeil nécessaires pour revigorer leur organisme fatigué.

Renseignements et brochure gratuite sur demande à la Sté Gle des Eaux Minérales de *Vittel* (Vosges-France) Service.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ *A la Tour Eiffel* ”

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envoi de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France